

INCLUSION

« Il faut remettre le foyer d'aide au centre du village »

L'association Orientation et rééducation des enfants et adolescents de Gironde a présenté à Cenon un « manifeste pour l'inclusion », ouvrage-plaidoyer nourri par l'expérience d'usagers

Yannick Delneste
y.delneste@sudouest.fr

Début octobre, l'association Orientation et rééducation des enfants et adolescents de Gironde (Oreag) rassemblait chercheurs, philosophes, enseignants, travailleurs sociaux autour du thème « Démocratie, vulnérabilité(s) : quelle place pour l'expertise d'usage ? ». La parole des personnes vivant l'exclusion, en raison d'une situation de handicap, de leur parcours social ou familial accidenté, est aussi au cœur du livre « Une place pour chacun, une place pour tous », présenté ce jour-là.

« J'ai fait mon coming out de l'Aide sociale à l'enfance (1) à 30 ans », sourit Yamina Djanti, 34 ans. En raison de problèmes de parentalité, la Lorraine est placée en famille d'accueil jusqu'à l'âge de 14 ans, puis en foyer. « Même à l'extérieur, on est confiné, on ne parle pas de ça, le stigmate est induit et la frustration de ne pas as-

sumer est constante », explique-t-elle. Bordelaise depuis son école de commerce (Insee), elle s'est investie dans l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance (Adepape) et milite pour la prise en compte de la parole des usagers dans les politiques publiques liées à l'inclusion.

Paroles

« Dans les foyers, la personne-repère qui doit décrocher à 22 heures, c'est un souci pour le jeune, et le travailleur social n'y est pour rien, explique-t-elle. Une souplesse d'accompagnement est à trouver, comme une participation plus grande des usagers aux organes de décision. Il faut remettre le foyer au centre du village ! » Pour Yamina, l'histoire est belle : après avoir travaillé dans le marketing et le technico-commercial, la voilà dirigeante de l'entreprise d'insertion des Détritivores. « Je parle désormais de seuil de rentabilité à vocation sociale, ça

me régale... » Yamina est l'un des témoins de ce livre blanc devenu au fil du projet manifeste sur la notion d'inclusion, thème enfin à la mode mais dont les dispositifs, selon ses rédacteurs, sont encore loin des réalités vécues par les personnes concernées, de la situation de handicap au statut de minorité (sociale,

« Notre société ne ressemble pas aux mots d'ordre qu'elle se donne »

culturelle, ethnique). « Notre société ne ressemble pas aux mots d'ordre qu'elle se donne », lit-on en introduction du livre. « Je devrais passer ma vie à quémander, ou accepter que l'on choisisse pour moi ce qui est bon ? » s'y interroge le témoin Alexandre Da Costa, kiné malvoyant.

Conscience collective

« Nous ne parlons pas ici de moyens », prévient Christophe Leux, directeur du dispositif intégré des instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques à l'Oreag. « Nous interrogeons ici la notion d'inclusion (qui dit "inclus" implique des exclus), donnons la parole à de nombreux parents, enfants évoquant une réalité inimaginable dans le décalage de tous les jours, et



enfin exposons les engagements que nous souhaitons prendre. » Que les personnes en situation de vulnérabilité soient actrices de la société inclusive, qu'un changement de regard est nécessaire dans la perspective du partage, que les plus vulnérables ne soient pas en permanence reconduits à leur vulnérabilité. « Si la conscience collective évolue, les politiques publiques et les moyens suivront », ponctue Christophe Leux. « La politique suppose des moyens mais ne peut s'y réduire. La vulnérabilité, ce n'est pas tomber

par terre et nous sommes tous concernés. » Précisons que la lecture de ces 140 pages réalisées à l'issue d'un travail de deux ans par l'Oreag avec la plateforme territoriale d'inclusion, l'Institut régional du travail social (IRTS), l'Adepape 33 et l'historien Christophe Pébarthe, est accessible à tous, alerte et circonstanciée, pédagogique et surtout incarnée.

« Une place pour chacun, une place pour tous, manifeste pour l'inclusion », Éditions du Bord de l'eau. 16 euros.